

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°45 - semaine du 13 au 19 novembre 2020

Résumé

Afghanistan : L'économie afghane aura besoin de 4 ans pour revenir à la situation pré-COVID, selon le PNUD. Signature d'un protocole d'accord d'échange d'informations de douanes entre le Pakistan et l'Afghanistan. Visite d'une délégation pakistanaise à Kaboul pour la 7^{ème} rencontre dans le cadre de l'*Afghanistan Pakistan Transit Trade Agreement*. Signature d'un accord de coopération entre le gouvernement afghan et *Siemens Energy*. La pauvreté et le chômage, deux défis majeurs de l'économie afghane pour le FMI.

Bangladesh : 2 Mds USD attendus de la Banque asiatique de développement pour un corridor routier international. Assouplissement des délais de rapatriement des devises. Le Fonds vert pour le Climat accorde un prêt de 250 M USD pour accompagner les économies d'énergie dans les investissements privés du secteur textile.

Bhoutan : L'inflation en hausse de 8% en g.a. pour le mois de septembre.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Hausse du déficit commercial en octobre. Révisions des prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire en cours et le prochain.

Secteur bancaire : La Banque centrale (RBI) de nouveau au soutien d'un établissement bancaire.

Autres informations : Les autorités indiennes envisagent d'assouplir les règles pour les investissements directs étrangers (IDE) en provenance des pays frontaliers. Signature du Partenariat économique régional global (RCEP) qui lie les 10 pays de l'ASEAN à la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; l'Inde absente pour le moment.

Maldives : Reprise progressive, mais continue, du tourisme depuis la réouverture du pays.

Népal : 45^{ème} session du Investment Board Nepal (IBN), feu vert aux investissements de 38,7 Mds NPR (323 M USD). Des promesses d'IDE dynamiques mais des flux réels encore en attente. Signature d'un accord entre le Népal et la Banque mondiale pour le financement du développement urbain et la stabilité du secteur financier, à hauteur de 350 M USD.

Pakistan : Hausse de l'indice de production industrielle pour le troisième mois consécutif en septembre 2020. L'amélioration continue de la situation de la balance des transactions courantes. Hausse marquée des transferts d'expatriés sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21. Légère hausse de la dette publique au premier trimestre 2020/21.

Sri Lanka : Diminution de -16,4% des recettes d'exportation de marchandises sur la période janvier-octobre 2020. Maintien par le Royaume-Uni des avantages douaniers de la SPG+ européenne en 2021 pour les produits sri-lankais. Inauguration de l'usine de traitement d'eau potable construite par Suez.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **L'économie afghane aura besoin de 4 ans pour revenir à la situation pré-COVID, selon le PNUD.** Dans le rapport "*Socio-economic impacts of COVID-19 in Afghanistan – Country Note IV – Fiscal Options in Response to Coronavirus Crisis*", le PNUD estime que le pays aura besoin d'une augmentation de 6 Mds USD d'aide internationale mais aussi de réformes sociales et d'échanges internationaux approfondis.
- **Signature d'un protocole d'accord d'échange d'informations de douanes entre le Pakistan et l'Afghanistan.** Le protocole d'accord a été signé à Kaboul, entre le Directeur général des douanes afghanes et le représentant du Bureau des douanes pakistanaises, en présence des ministres du Commerce afghan et pakistanais. Ce protocole d'accord prévoit l'échange d'informations mais aussi d'expertises pour approfondir la coopération des douanes des deux pays. Il fait suite au protocole d'accord signé au Pakistan la semaine dernière lors de la visite du ministre afghan du Commerce à Islamabad.
- **Visite d'une délégation pakistanaise à Kaboul pour la 7^{ème} rencontre dans le cadre de l'Afghanistan Pakistan Transit Trade Agreement.** Le conseiller du Premier ministre pakistanais pour le commerce a déclaré qu'une ère nouvelle s'ouvrirait entre les deux pays. La rencontre a permis de commencer à revoir et renégocier les termes de l'accord qui expirera en février prochain.
- **Signature d'un accord de coopération entre le gouvernement afghan et Siemens Energy.** Cet accord vise à élargir soutenir la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. En effet aujourd'hui seulement 28% de la population y a accès. L'objectif est d'atteindre 65% en 2032.
- **La pauvreté et le chômage, deux défis majeurs de l'économie afghane pour le FMI.** Selon le récent rapport *Islamic Republic of Afghanistan: Request for a 42-Month Arrangement Under the Extended Credit Facility*, la croissance de l'économie afghane devrait être de -5% pour l'exercice en cours (+3,9% en 2019) et les exportations chuter de 35%. Le COVID-19 a sévèrement impacté l'économie afghane déjà exsangue par les conflits et l'instabilité politique. L'inflation s'est intensifiée en avril en raison de la fermeture des frontières et le déficit budgétaire a atteint 1,6% du PIB entre janvier et juin, reflétant la diminution brutale des recettes et la hausse des dépenses liées à la pandémie. Alors que le pays se prépare pour la Conférence de Genève (23 et 24 novembre), le FMI estime que l'aide étrangère apportée à l'Afghanistan doit se poursuivre. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté est passé de 61 à 72% et la pandémie expose le système de santé à des fragilités durables liées à des dépenses et capacités insuffisantes.

BANGLADESH

- **2 Mds USD attendus de l'ADB pour un corridor routier international.** La Banque Asiatique de Développement a confirmé fin novembre l'accord de principe donné en février dernier pour financer une grande part (2 Mds USD) des travaux d'élargissement à 4+2 voies de la liaison routière entre Dhaka et Sylhet sur 200 km dont l'enveloppe est estimée à 2,88 Mds USD.

La liaison Dhaka-Sylhet-Tamabil (Inde) est un axe essentiel de l'interconnexion régionale. Le soutien de la BAD se fera en quatre tranches ; il intervient après le retrait de la Chine qui avait pourtant signé un accord gouvernemental de financement (*G to G*) avec le *Ministry of Road Transport and Bridges* (MoRT&B). Le *design* établi en 2015 a été remis à jour et l'acquisition des terrains est en cours, avec une enveloppe approuvée en octobre 2018 de 38,9 Mds TK (389 M€). Les travaux de modernisation des infrastructures routières du Bangladesh (routes, ponts et échangeurs) représentent des investissements considérables, tant le réseau est

en mauvais état. Le gouvernement bangladais avait signé fin mars 2020 un accord avec la Banque Asiatique de Développement (ADB) pour le financement à hauteur de 360 M€ de l'amélioration d'un corridor routier connectant le Bangladesh à l'Inde, au Bhoutan et au Népal dans la région nord-ouest du Bangladesh. Le tronçon sur 190 km reliant Elenga à Rangpur via Hatikumrul passera à 4 voies. Il s'agit de la deuxième tranche du *South Asia Subregional Economic Cooperation* (SASEC) Dhaka - Northwest Corridor Road Project. L'ADB avait précédemment financé dans cette région le Jamuna Bridge et l'amélioration de 70 km de routes.

Cette décision intervient alors que le groupe de travail du *Bangladesh, Bhutan, India, Nepal Motor Vehicles Agreement* (BBIN-MVA) s'est réuni en février 2020 pour la première fois depuis deux ans avec la volonté d'accélérer les négociations de cet accord signé en 2015, afin d'établir une connectivité multimodale homogène pour faciliter le transport de marchandises et de passagers. Une première version de MoU est en négociation entre l'Inde, le Bangladesh et le Népal.

L'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB) participe également à plusieurs projets stratégiques (élargissement du tronçon Sylhet-Tamabil en 2025, pour un coût de 35 Mds TK ou 569 M US\$, dont 404 M US\$ de prêt AIIB, et construction en 2023 pour 325 M US\$ d'un pont reliant les deux rives du Brahmaputra à Kewatkhal, à 120 km de Dhaka, pour décongestionner le corridor Dhaka-Mymensingh-frontière indienne (nord du Bangladesh).

- **Assouplissement des délais de rapatriement des devises.** La *Bangladesh Bank* vient d'étendre à 210 jours calendaires (7 mois) le délai de rapatriement des devises pour tous les exportateurs ; la mesure prend effet jusqu'au 31 mars 2021. La réglementation fixait jusque-là à 4 mois le délai après expédition des marchandises, mais avait été étendue le 19 mars dernier à 6 mois (180 jours) pour les opérateurs du textile-habillement (84% des exportations en 2019/2020) puis portée à 7 mois.

Cette mesure d'équité intervient alors que les exportations du pays marquent le pas ; sur le 1^{er} quadrimestre de l'année fiscale 2021 (juillet-octobre), elles atteignent 12,84 Mds USD contre 12,72 Mds USD en glissement annuel (+1%), pour un objectif très ambitieux de 41 Mds USD, contre un résultat de 33,37 Mds USD en 2019/2020, en recul de 17% sur l'exercice précédent.

- **Le Fonds vert pour le Climat accorde un prêt de 250 M USD pour accompagner les économies d'énergie dans les investissements privés du secteur textile.** Le *Green Climate Fund* a approuvé le 13 novembre dernier un prêt de 250 M USD à l'institution publique *Infrastructure Development Company Ltd* pour accompagner les économies d'énergie dans les investissements privés du secteur textile. Il est complété par un don de 6,5 M USD pour couvrir l'assistance technique. Il viendra notamment compléter la ligne de crédit de l'AFD de 100 M€ attribuée à IDCOL, dédiée au financement de projets du secteur privé en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelables (signée en juin 2020) ainsi que le programme pour soutenir les projets d'efficacité énergétique de la JICA avec IDCOL et BIFFL (autre institution financière publique). L'un des enjeux de sa réussite résidera sûrement dans la promotion de ce nouveau dispositif, en impliquant par exemple les interprofessions du secteur (BGMEA, BKMEA) qui ne sont pas toujours informées des différentes possibilités offertes à leurs adhérents.

Le prêt de 250 M USD est d'une durée de 20 ans avec une période de grâce de 5 ans ; 100 M USD sont destinés aux industries du textile (filatures incluses), et 150 M USD au secteur de la confection, qui ensemble représentent historiquement l'essentiel des exportations du pays (84% en 2019/2020). L'enveloppe globale de ce programme ambitieux s'élève à 423,5 M USD en incluant les cofinancements de divers partenaires financiers locaux et le soutien des industriels et sponsors des projets.

Le secteur industriel représente 47,8% de la consommation privée d'énergie, dont 38% pour la filière textile-habillement. La confection est le 1^{er} émetteur de CO2 (15,4%), devant l'industrie textile (12,4%).

BHOUTAN

- **L'inflation en hausse de 8% en g.a. pour le mois de septembre.** Selon les chiffres du Bureau National des Statistiques l'accélération de l'inflation est imputable à la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés de 16,7% en g.a. suivie par celle des alcools et noix de bétel (+12,8%).

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Hausse du déficit commercial en octobre.** Le déficit commercial de l'Inde atteint un pic de 7 mois à 8,7 Mds USD en octobre, contre 2,7 Mds USD le mois précédent. Les exportations se sont contractées de 5,1% sur un an en octobre après avoir progressé de 6,0% au mois de septembre. Les importations ont continué de se contracter, quoiqu'à un rythme plus lent, de 11,5% en octobre contre 19,6% en glissement annuel en septembre.
- **Révisions des prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire en cours et le prochain.** Pour l'exercice budgétaire en cours 2020-21, Barclays a revu sa prévision de contraction du PIB à 6,4 %, contre une récession de 6 % auparavant. Goldman Sachs a révisé pour sa part le recul du PIB de 14,8 % prévu en septembre à une contraction de désormais 10,3 %.

Pour l'exercice 2021-22, Barclays a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie indienne à 8,5% par rapport à une projection antérieure de 7 %. Moody's a également fait de même, mais de manière assez marginale avec une prévision de croissance du PIB indien à 10,8 % pendant cette période, contre 10,6% projetés plus tôt. Goldman Sachs apparaît pour sa part très au-dessus du consensus actuel (+ 10,9 %), avec une prévision de croissance de 13 %. La banque d'investissement créée en 1869 alerte toutefois sur le fait que ce rythme de reprise pourrait être ralenti par un certain nombre de facteurs, parmi lesquels un marché du travail affaibli et qui pèserait tant sur les revenus que les bilans du secteur privé, un resserrement des conditions de l'offre de crédit et l'impulsion limitée de la politique budgétaire.

Secteur bancaire

- **La Banque centrale (RBI) de nouveau au soutien d'un établissement bancaire.** Déjà sous la vigilance de la RBI depuis septembre 2019 dans le cadre d'un processus de surveillance des établissements bancaires en difficulté, la *Lakshmi Vilas Bank* (LVB) est passée momentanément sous le contrôle de la Banque centrale cette semaine. Comme dans le cas de la YES Bank en mars 2020, la RBI a limité le montant des retraits à 25 000 INR pendant un mois et a procédé au remplacement du Conseil d'administration de la banque.

L'établissement, qui dispose d'environ 500 agences et dont le siège est basé à Chennai dans le Tamil Nadu, était fragilisé par des créances douteuses en hausse, l'érosion de son capital et trois années de perte. Il devrait fusionner avec la filiale locale de la banque DBS, basée à Singapour. Celle-ci devrait injecter 336 M USD si le plan de reprise, annoncé le 17 novembre par la RBI, est approuvé.

Autres informations

- **Les autorités indiennes envisagent d'assouplir les règles pour les investissements directs étrangers (IDE) en provenance des pays frontaliers.** L'Inde pourrait ainsi autoriser jusqu'à 26% d'IDE en provenance de pays avec lesquels elle partage une frontière terrestre (y compris la Chine et Hong Kong), sans examen préalable pour les secteurs qui n'y sont normalement pas soumis. Un groupe interministériel a été formé à cet effet et examine différentes options. L'idée sous-jacente est de traiter de manière accélérée une partie de la centaine de propositions bloquées depuis le printemps dernier après la modification de la politique indienne en matière d'IDE et qui rendait l'approbation obligatoire pour tous les investissements étrangers en provenance de pays frontaliers.

- **Signature du Partenariat économique régional global (RCEP) qui lie les 10 pays de l'ASEAN à la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.** Lancé en 2012 et signé le 15 novembre en clôture du 37^{ème} sommet de l'ASEAN, le RCEP instaure une zone de libre-échange qui couvre 30% de la population mondiale et 28 % du commerce mondial. Si l'Inde, qui a décidé de quitter le bloc l'année dernière, n'est finalement pas signataire de l'accord, la porte reste néanmoins ouverte à l'adhésion de ce pays à une date ultérieure. Les membres du RCEP ont en effet convenu de reprendre les négociations avec l'Inde si elle demandait, ultérieurement et officiellement, à adhérer à cet Accord. La décision de retrait de l'Inde reposait sur des craintes que l'élimination des droits de douane n'ouvre trop largement les marchés domestiques aux importations (principalement en provenance de Chine), et ce au détriment des producteurs locaux. Les autorités ont dû faire face à une forte opposition de la part de l'industrie dans son ensemble, mais plus précisément de celle du textile et de l'acier, comme de l'industrie laitière et pharmaceutique. Le ministre des Affaires extérieures a défendu la décision indienne de se retirer du RCEP car l'adhésion à l'accord aurait eu des «conséquences négatives» ; il a souligné par ailleurs que l'Inde était intéressée par un pacte de libre-échange, «juste et équilibré», avec l'Union européenne.

MALDIVES

- **Reprise progressive, mais continue, du tourisme depuis la réouverture du pays.** Du 15 juillet, date de la réouverture du pays aux touristes, au 11 novembre, les Maldives ont accueilli 51 354 touristes. Alors que seuls 7628 arrivées ont été enregistrées sur le mois d'août, soit -94,5% en glissement annuel, celles-ci ont été de 21 515 en octobre, soit -84,8%, dénotant une légère amélioration. Depuis le début de l'année jusqu'au 11 novembre, 434 201 touristes ont visité les Maldives, soit -69,9 par rapport à la période équivalente de l'an dernier. Entre le 15 juillet et le 11 novembre, les trois principaux pays d'origine des visiteurs ont été respectivement la Russie (11 240 ; part de marché de 21,9%), le Royaume-Uni (4468 ; 8,7%) et les Etats-Unis (3927 ; 7,6%). La France se classe en 8^{ème} position avec 1843 arrivées, soit 3,6% de part de marché. Les recettes touristiques ont été de 821 M USD sur la période janvier – août 2020, soit -60,6% en g.a.

NEPAL

- **45^{ème} session du Investment Board Nepal (IBN), feu vert aux investissements de 38,7 Mds NPR (323 M USD).** Ces investissements concernent trois projets hydroélectriques : *Ghunsa Khola Hydropower* (17.6 Md NPR), *Himchuli Dordi Hydropower* (10,6 Mds NPR) et le *Dudh Khola Hydropower Project* (10,4 Mds NPR), d'une capacité totale de 200 mégawatts.

L'IBN est une agence gouvernementale présidée par le Premier ministre, dont la mission est d'accompagner le développement économique du Népal grâce à des investissements respectueux de l'environnement et la mobilisation de fonds à la fois nationaux et internationaux.

- **Des promesses d'IDE dynamiques mais des flux réels encore en attente.** Malgré le COVID-19, les engagements d'IDE n'ont pas diminué au Népal. Selon les dernières statistiques du Département de l'Industrie, le pays a reçu l'équivalent de 19,0 Mds NPR (159,1 M USD) de promesses d'investissement pour 89 projets entre mi-juillet et début novembre, contre 18,9 Mds NPR (158,3 M USD) pour 112 projets un an auparavant et la Chine est toujours le premier investisseur (83/89 projets). En dépit de la pandémie le tourisme concentre toujours la plupart des IDE avec 72% des engagements. Les promesses d'investissements dans ce secteur ont doublé en un an (de 6,97 Mds NPR à 13,8 Mds NPR), cependant concernant les services, deuxième poste, on observe une diminution de 25% en g.a. (4,4 Mds NPR de mi-juillet à début novembre 2020).

Toutefois, selon la Banque centrale l'écart entre les IDE approuvés et les flux réels est conséquent. Lors de l'exercice précédent le Népal avait reçu 38 Mds NPR (318,2 M USD) d'engagement pour 19,5 Mds NPR de flux réels soit 52%. Selon le porte-parole de la Banque centrale cet écart pourrait être résorbé si le Népal

s'ouvrirait davantage aux IDE par de nouvelles réformes. Par ailleurs si le tourisme reste le secteur le plus attractif il est aussi le plus touché par la pandémie et beaucoup d'engagements formulés avant le pic épidémique pourraient ne pas se réaliser.

- **Signature d'un accord entre le Népal et la Banque mondiale pour le financement du développement urbain et la stabilité du secteur financier, à hauteur de 350 M USD.** Le *Nepal Urban Governance and Infrastructure Project* (150 M USD) financera des infrastructures stratégiques du développement urbain, en priorité dans les provinces 1 et 2 et celles de Gandaki et Lumbini. Ce projet devrait par ailleurs permettre la création d'au moins 20 000 emplois.

La Banque a également fourni 200 M USD dans le cadre de l'opération *Finance for Growth* pour soutenir le secteur financier népalais et permettre un accès élargi à la finance et la diversification des produits financiers.

PAKISTAN

- **Hausse de l'indice de production industrielle pour le troisième mois consécutif en septembre 2020.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, a progressé de 4,8 % en glissement annuel et de 10,1 % en glissement mensuel. Cette situation s'explique principalement par un effet de base favorable. Sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021), l'industrie textile – qui compte pour 20,9 % de l'indice – progresse de 0,6 % en glissement annuel. Les secteurs suivants enregistrent également une progression : agroalimentaire (+1,9 %), produits pétroliers (+0,2 %) et produits pharmaceutiques (+1 %). La production s'affiche toutefois en baisse dans plusieurs secteurs (6 sur 15) : automobile (-0,3 %), sidérurgie (-0,4 %), électronique (-0,9 %) et cuire (-0,7 %).
- **L'amélioration continue de la situation de la balance des transactions courantes.** Celle-ci affiche un solde positif de 1,2 Md USD, soit 1,3 % du PIB sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21, contre un déficit de 1,4 Md USD (-1,6 % du PIB) un an auparavant. Conséquence de la baisse plus prononcée des exportations (- 10,3 % à 7,3 Mds USD) que des importations (- 4 % à 14,1 Mds USD), le déficit commercial se creuse de 4% pour s'établir à 6,7 Mds USD. Les transferts de travailleurs expatriés, qui enregistrent une progression notable à 9,4 Mds USD (+26,5 %, voir infra), continuent de couvrir entièrement le déficit commercial.
- **Hausse marquée des transferts d'expatriés sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 9,4 Mds USD sur la période courant de juillet à octobre 2020, en progression de 31,1 % en g.a. Les transferts en provenance d'Arabie saoudite (28,7 % du total), du Royaume-Uni (13,4 %) et des Etats-Unis (8,7 %) enregistrent une progression très marquée de respectivement 28,9 %, 55,7 % et 54,9 %. Ceux en provenance des Emirats arabes unis et des autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) s'affichent également en hausse de plus de 6 % et représentent désormais 20,4 % et 11,2 % des transferts totaux.
- **Progression des flux nets d'IDE sur les quatre premiers mois 2020/21.** Les flux nets s'affichent en hausse de 9,1 % par rapport à la période considérée un an plus tôt pour atteindre 733,1 M USD. Ils ne représentent que 0,8 % du PIB sur la période considérée. La Chine demeure le principal pays d'origine des investissements directs en flux nets (45,3 % du total), suivie de Malte (10,1 %), des Pays-Bas (7 %) et Hong Kong (6,3 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent essentiellement dans le secteur électrique (48 % du total – dont 76,9 % pour les centrales thermiques fonctionnant au charbon) ainsi que dans les services financiers (16,2 %) et l'exploration gazière et minière (11,3 %).
- **Légère hausse de la dette publique au premier trimestre 2020/21.** La dette de l'Etat fédéral atteignait 35 689 Mds PKR (215 Mds USD) fin septembre 2020, marquant une progression de 1,7 % par rapport à juin 2020 (fin de l'exercice budgétaire précédent). Elle enregistre toutefois une hausse de 7,3 % en glissement annuel. Elle représente désormais 78,3 % du PIB. Exprimée en USD, la dette publique progresse de seulement 0,9 %

en glissement annuel. La dette totale est composée à 66,4 % par de l'endettement interne, dont 78,5 % de longue maturité. La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, s'établit à 11 987 Mds PKR (72,3 Mds USD) à la fin septembre et représente 26,3 % du PIB.

SRI LANKA

- **Diminution de -16,4% des recettes d'exportation de marchandises sur la période janvier-octobre 2020.** Selon l'*Export Development Board*, les exportations de marchandises se sont élevées à 8,2 Mds USD lors des 10 premiers mois de l'année contre 9,8 Mds USD l'an dernier sur la même période, soit une chute de -16,4% en g.a. Le textile et habillement, premier produit d'exportation, a enregistré une diminution de ses ventes à l'étranger de -21,3% en g.a à 3,6 Mds USD (dont -18,9% en octobre).

Les exportations de thé, à 1 M USD, accusent une baisse de -9,4%. Les exportations de produits en caoutchouc ont chuté de -11,5% à 667 M USD. Du fait de la pandémie, les exportations d'équipements médicaux de protection ont cru de +46% sur la période étudiée (732 M USD). Après une reprise des exportations à partir de juillet suite à la fin du confinement, les exportations ont à nouveau baissé de 14,9% à 832 M USD au mois d'octobre en glissement annuel. Cette baisse s'explique par la deuxième vague de la pandémie qui touche le pays depuis début octobre. Par comparaison, les ventes à l'étranger avaient été de 1 Md USD en septembre.

Les exportations vers les Etats-Unis, premier marché à l'étranger, ont été de 2,1 Md USD sur la période de janvier à octobre 2020 (-19,3% en g.a). Les exportations vers le Royaume-Uni, 2^{ème} destination à l'export, l'Inde et l'Allemagne accusent respectivement une baisse de -9,6% (767 M USD), de -22,4% (499 M USD) et de -11,6% (479 M USD). Les exportations de biens vers l'Union européenne ont été de 2,6 Mds USD sur la période étudiée (-11,6% en g.a).

L'EDB a revu ses objectifs pour l'année 2020 avec une cible d'exportations de 13,4 Mds USD (9,6 Mds USD issus des marchandises et 3,8 Mds USD issus des services). Sur la période janvier – octobre 2020, les recettes à l'export, qui incluent les marchandises et les services, ont atteint 10,8 Mds USD.

- **Maintien par le Royaume-Uni des avantages douaniers de la SPG+ européenne en 2021 pour les produits sri-lankais.** Dans un communiqué, l'*Export Development Board* a annoncé que le Royaume-Uni avait décidé que les avantages actuellement offerts par la SPG+ de l'Union européenne seront conservés dans la future facilité britannique (*UK GSP Enhanced Framework*) qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour 3 ans (2021-2023) mais ses caractéristiques pourraient être modifiées durant cette même période. Le maintien de cette facilité est essentiel dans la mesure où le Royaume-Uni constitue le premier marché à l'export en Europe et le deuxième du monde après les Etats-Unis pour les produits sri lankais.
- **Inauguration de l'usine de traitement d'eau potable construite par Suez.** Le *National Water and Sanitation Water Board* a inauguré le 19 novembre une nouvelle usine de traitement de l'eau potable située sur la rivière Kelani en présence du Premier ministre Mahinda Rajapaksa. Réalisés par SUEZ, les travaux avaient débuté en janvier 2017. L'usine a une capacité de traitement de 180 000 m³/jour. Elle desservira une zone de 1,75 million d'habitants de la périphérie nord de Colombo. Son coût total est d'environ 150 M EUR.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

**Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi**

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.